

2 Politique

En prélude au 30e Sommet de l'UA/Interview du ministre des Affaires étrangères

Noël Nelson Messone : "Le thème de ces assises est en phase avec l'action que mène actuellement le chef de l'Etat contre la corruption"

Propos recueillis par O. N.
Libreville/Gabon

Avant de s'envoler pour Addis Abeba (Éthiopie) où il prendra part au 30e Sommet de l'Union africaine (UA), le chef de la diplomatie gabonaise a accordé un entretien à notre rédaction. Outre les enjeux de cette rencontre qui rassemble, dès ce week-end, dans la capitale éthiopienne, les chefs d'Etat et de gouvernement du continent, d'autres sujets ont également été abordés au cours de cet échange. Entre autres l'intégration sous-régionale et la grève des agents du ministère des Affaires étrangères.

l'union. Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, sera présent au 30e sommet de l'Union africaine, le premier de l'année 2018. Quels sont les enjeux de ces assises pour la diplomatie gabonaise ?

Noël Nelson Messone : Il faut d'entrée relever que le thème de ce sommet qui porte sur la lutte contre la corruption dans nos pays, est en phase avec l'action que mène actuellement le chef de l'Etat dans ce domaine. Cette question est au cœur des ambitions de la diplomatie économique gabonaise dont l'objectif est d'attirer les investissements en défendant l'image d'un Gabon présentant un climat attrayant pour les affaires. Mais le 30e Sommet traitera aussi d'autres questions d'intérêt pour le Gabon, notamment la création de la zone de libre échange continentale, la libre circulation des personnes et la libéralisation du transport aérien en Afrique. Trois questions cruciales pour l'intégration continentale. Le sommet traitera aussi des questions de paix et de sécurité. Le chef de l'Etat organisera d'ailleurs, sur cette problématique, une réunion de concertation avec ses pairs de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) dont il est le président en exercice.

Doit-on comprendre qu'en 2018, la diplomatie économique, la paix et la sécurité seront les grandes orientations de l'action diplomatique du Gabon ?

- Dans son message de vœux à la Nation et en réponse aux vœux du corps diplomatique, le président de la République, et premier diplomate de notre pays, a tracé le



Photo : Gaston Ngoubili

Le ministre des Affaires étrangères, Noël Nelson Messone : "Le chef de l'Etat présentera un rapport d'étape en sa qualité de Coordonnateur du CAHOSCC".

cap et les priorités. En effet, dans un contexte où les menaces prolifèrent, la paix et la sécurité sont en 2018 et au-delà, une priorité de notre diplomatie dans notre sous-région, en Afrique et dans le monde. Le Gabon qui préside la CEEAC veut promouvoir le renforcement de la coopération sous-régionale dans ce domaine. C'est pourquoi notre pays entre, cette année, au Conseil de Paix et Sécurité de l'Union africaine et ceci pour une durée de deux (2) ans. La paix et la sécurité seront aussi un axe de renforcement de notre diplomatie bilatérale, avec les partenaires traditionnels, et avec de nouveaux partenaires. Deuxièmement, le renforcement de la diplomatie économique en 2018 vise à soutenir les orientations du chef de l'Etat, relatives à la diversification de l'économie, à la relance de l'économie et à la réalisation du PSGE. Conduire cette diplomatie économique nécessite une coordination renforcée entre le ministère des Affaires étrangères et les autres départements ministériels concernés. Le ministère des Affaires étrangères entend contribuer à de nouvelles initiatives visant à stimuler les investissements directs et à mobiliser de nouveaux partenariats étrangers. Notre action visera aussi à promouvoir le tourisme au Gabon et attirer les investissements dans ce secteur.

Mais que dire donc de la diplomatie environnementale et du climat, au regard du rôle du président de la République dans ce domaine ?

- Vous savez que le Gabon a un leadership reconnu dans ce domaine grâce à l'action du chef de l'Etat qui est le coordonnateur du Comité des chefs d'Etat africains sur le Climat (CAHOSCC). Notre pays assure également la présidence de la Conférence ministérielle africaine de l'Environnement (CMAE), ainsi que la vice-présidence de l'Assemblée des Nations unies sur l'Environnement (ANUE). Par rapport à votre question, disons qu'il s'agira de maintenir le cap de cette diplomatie de l'environnement et du climat, notamment en soutenant l'action du chef de l'Etat visant la

mobilisation des financements en faveur de l'Afrique. Cet effort vise aussi à mobiliser les contributions du secteur privé africain. Lors du 30e Sommet de l'UA, Le président Ali Bongo Ondimba présentera un rapport d'étape en sa qualité de Coordonnateur du CAHOSCC.

Revenons au niveau de la sous-région. On note que l'intégration régionale avance très lentement en Afrique centrale. Quelle place aura-t-elle dans les priorités de la diplomatie gabonaise en 2018 ?

- C'est vrai que l'intégration régionale doit surmonter divers défis. Mais, elle avance, les décisions des États sur la libre circulation le démontrent. Cependant, il faut aller plus loin et plus vite pour s'arrimer au processus d'intégration continentale. Il faut réformer nos institutions d'intégration pour réaliser les infrastructures d'intégration, développer nos économies en exploitant mieux nos ressources, dynamiser le commerce intra-régional à travers des initiatives transfrontalières. Le chef de l'Etat en sa qualité de président en exercice de la CEEAC est aussi chargé du processus des réformes de ladite organisation. Faire avancer ces réformes est une priorité de notre action diplomatique. Il convient de souligner que c'est l'action du président de la République qui a permis la nomination du Pr Daniel Ona Ondo, premier gabonais à diriger une institution sous-régionale, la Cémac dans le cas d'espèce.

Monsieur le ministre, permettez-vous d'évoquer la situation dans votre ministère aujourd'hui. Depuis un certain temps, certaines rumeurs font état de ce que, au regard de la gravité de la crise économique, notre pays serait amené à réduire le nombre des ambassades. Qu'en est-il exactement ?

- Le Gabon compte actuellement près d'une quarantaine d'ambassades et de postes consulaires à travers le monde. Plus de 600 agents émargent au compte des Missions diplomatiques à l'étranger. Il est donc essentiel d'ajuster cette situation au contexte budgétaire. Il nous faut rationaliser notre carte diplomatique. Notre réflexion est en cours depuis quelque temps. Mais, réorganiser notre carte diplomatique se fera à la lumière de nos objectifs et de nos intérêts sur la scène diplomatique. Et je ne voudrais pas à ce stade faire d'annonces prématurées sur les réductions envisageables. Les résultats de cette réflexion seront portés à l'attention des plus hautes autorités du pays, en tête desquelles Son Excellence Ali Bongo Ondimba, pour instructions et actions définitives.

Le Syndicat du ministère des Affaires étrangères a repris sa grève depuis plusieurs semaines. Quelles sont ses revendications ? Quelles solutions envisagez-vous ?

- Les problèmes posés par le syndicat sont anciens. Dès ma prise de fonction, j'ai voulu personnellement maintenir le dialogue social sans a priori avec les agents syndiqués, comme nous l'instruisent le chef de l'Etat et le Premier ministre. La principale revendication porte sur la Prime de servitude diplomatique (PSD). Les autres revendications concernent les conditions et les moyens de travail. J'ai exprimé aux agents ma ferme volonté de travailler avec eux pour des solutions durables. J'ai proposé de mettre en place un cadre de travail et de suivi de l'action menée par l'administration sur les problèmes posés. Sans faire des promesses, il nous faut agir patiemment et dans la durabilité. J'ai précisé aux agents que c'est dans cette optique que j'entends travailler avec le syndicat du ministère des Affaires étrangères. Cette année, je mettrai un accent particulier sur le retour de la confiance et de la cohésion. Cela nécessite le soutien de tous les agents, parce que comme dit l'adage : « Seul, on va plus vite ; ensemble, on va plus loin ».

Coopération Gabon-Nations unies

Le programme d'actions présenté au Premier ministre

M.A.M

Libreville/Gabon

LE chef du gouvernement Emmanuel Issoze Ngondet a échangé, récemment, avec une délégation des Nations unies. Conduite par le Coordonnateur résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) Stephen Jackson, la partie Onusienne est allée présenter au Premier ministre, son programme d'actions qui s'appuie sur l'agenda 2030 des Nations unies. Celui-ci,



Photo : D.R./L'Union

Le chef du gouvernement lors d'une précédente sortie.

s'articule autour de quatre axes : la gouvernance, le développement inclusif des plans nationaux de développement sanitaires, la croissance diversifiée par



Photo : D.R.

Une phase de la séance de travail entre la partie gabonaise et le Pnud.

le renforcement des chaînes agricoles, et la durabilité environnementale et la résilience. Sur ce dernier volet, il s'agit d'un accord portant sur la

contribution de 500 000 dollars du Gabon en appui à l'Initiative africaine d'adaptation (IAA). Soulignons qu'en passant en revue l'examen du partenariat avec le gouvernement, le coordonnateur résident du Pnud a précisé leur ambition. A l'entendre, il est question "d'apporter des réponses collectives et intégrées aux besoins nationaux des pays concernés". En outre, la délégation des Nations unies s'est réjouie de la "franche" collaboration qui existe entre les organismes onusiens et l'Etat gabonais.